



OR NOIR

8 avril 2026

## Et si l'Arabie saoudite était en train de gagner très gros à la guerre en Iran ?


À 100 \$ le baril et une production proche de 9 millions de barils par jour, l'Arabie saoudite génère environ 900 millions de dollars de revenus pétroliers quotidiens.

 Michel Fayad ↗

7 min de lecture

 PARTAGER

 CLASSER

 Écoutez cet article 10:26min

**Atlantico : Une hausse du prix du pétrole est-elle toujours une bonne nouvelle pour les pays producteurs et notamment pour l'Arabie Saoudite ? Avez-vous des chiffres à nous proposer ?**

**Michel Fayad :** Non, et le cas saoudien en 2026 l'illustre de manière spectaculaire.

Les chiffres d'abord. Le Brent s'échangeait à 111,25 \$ le baril le 6 avril 2026, soit environ 47,50 \$ de plus qu'un an auparavant. À 100 \$ le baril et une production proche de 9 millions de barils par jour, l'Arabie saoudite génère environ 900 millions de dollars de revenus pétroliers quotidiens. Son prix d'équilibre budgétaire « officiel » se situe entre 78 et 85 \$ le baril selon le FMI. En théorie, c'est donc une manne : un excédent annualisé de 49 à 72 milliards de dollars supplémentaires par rapport aux prévisions.

À lire aussi

Aa 100% Aa

# Comment les mines marines menacent le commerce mondial et comment les militaires parviennent à les détecter

John Femiani

Mais ce calcul ignore trois réalités.

Premièrement, Bloomberg Economics estime le seuil d'équilibre à 94 \$ le baril, et ce chiffre grimpe à 111 \$ en incluant les dépenses du fonds souverain PIF – le véhicule même de la diversification économique. À 111 \$ le baril, l'Arabie saoudite est donc à peine à l'équilibre si elle maintient ses ambitions de transformation. Les « profits » sont en réalité bien moindres qu'on ne le pense.

Deuxièmement, la hausse actuelle n'est pas le fruit d'une demande robuste : elle résulte d'un conflit qui frappe le territoire saoudien lui-même. Depuis le début de la guerre, l'Arabie saoudite a subi plusieurs frappes de missiles iraniens, ciblant notamment des raffineries et des bases militaires. Des drones interceptés au-dessus de Ras Tanura ont forcé un arrêt temporaire de cette installation pétrolière. Une partie des revenus additionnels est donc absorbée par les coûts de défense, de contournement logistique et de reconstruction.

---

À lire aussi

## Ce que les frappes iraniennes sur des centres de données Amazon changent — ou non — à la conduite de la guerre

Dennis Murphy

Troisièmement, selon le FMI, chaque hausse de 10 % du prix du pétrole ajoute 0,4 % à l'inflation mondiale et retire 0,15 % à la croissance globale. Un pétrole trop cher détruit la demande qui le soutient – et menace les investissements étrangers dont Riyad a besoin pour Vision 2030.

Pour mémoire, le bilan budgétaire 2025 – avant le conflit, avec un pétrole bien moins cher – était déjà sous tension : les revenus pétroliers ont atteint 606,5 milliards de riyals (161 milliards \$) mais les revenus totaux ont été inférieurs de 7,8 % aux prévisions, principalement en raison de la baisse des prix du pétrole. Le déficit a atteint 245 milliards de riyals, soit 5,3 % du PIB.

---

En résumé : la hausse est une bonne nouvelle comptable à court terme, mais

100%

globaux et d'une illusion de richesse quand on intègre l'ampleur réelle des besoins financiers saoudiens.

---

À lire aussi

## **Le Pape Léon XIV devrait bientôt visiter l'Algérie, dans un contexte de persécutions anti-chrétiennes croissantes**

Uzay Bulut

## **L'Arabie saoudite cherche-t-elle à exploiter cette situation ou reste-t-elle prudente ?**

Ni l'un ni l'autre exclusivement.

Sur le plan géopolitique, Riyad n'est pas un spectateur passif. Selon le Washington Post, Mohammed ben Salmane a eu plusieurs appels téléphoniques avec Trump pour le pousser à frapper l'Iran, et la décision de Trump d'attaquer est venue après que les gouvernements saoudien et israélien l'ont fait pression à plusieurs reprises. Après les frappes iraniennes sur son territoire, l'Arabie saoudite a abandonné sa neutralité déclarée et considère désormais l'Iran comme une menace existentielle, se réservant le droit de répondre par la force militaire. Ce n'est pas de la « prudence » au sens classique – c'est un repositionnement stratégique assumé.

Sur le plan pétrolier, en revanche, le Royaume joue effectivement le stabilisateur. L'Arabie saoudite a augmenté ses exportations de brut via son port de Yanbu sur la mer Rouge, atteignant environ 4 millions de barils par jour à la mi-mars, compensant partiellement les perturbations du détroit d'Ormuz. Elle soutient aussi des hausses de quotas OPEP+ pour atténuer le choc sur les consommateurs.

---

À lire aussi

## **La croissance made in Milei fait des étincelles en Argentine et voilà les leçons que nous pourrions en retenir**

Gabriel A. Giménez Roche et Don Diego De La Vega

Ce double jeu n'est pas contradictoire : Riyad veut un Iran affaibli mais un

---

100%

énergétique chez ses clients — exactement ce que le Royaume cherche à retarder. L'Arabie saoudite n'est donc pas un « profiteur de crise » au sens de Serge Papin ; elle est un acteur stratégique qui a contribué à déclencher la crise tout en essayant d'en maîtriser les retombées économiques.

## **Ce conflit renforce-t-il l'autonomie stratégique de l'Arabie saoudite ? L'Arabie perd son principal rival, l'Iran ....**

L'affaiblissement de l'Iran est réel, mais l'autonomie stratégique saoudienne reste plus déclarative qu'effective.

Riyad a opéré une transformation profonde, passant du statut d'État client protégé à celui de « hub structurel » d'un monde multipolaire. L'Iran, son rival de quatre décennies, est sévèrement diminué : les frappes ont tué le Guide suprême Khamenei et plusieurs hauts responsables militaires. Les médias saoudiens proches du pouvoir ne cachent plus leur satisfaction : un chroniqueur influent a publié une illustration montrant une pierre tombale portant l'inscription « La République islamique : 1979-2026 ».

---

### À lire aussi

**« Ce à quoi nous assistons aujourd'hui, c'est à l'éradication systématique du christianisme de son berceau », selon Juliana Taimoorazy, fondatrice du Conseil irakien de secours aux chrétiens**

Julianna Taimoorazy et Rafael Pinto Borges

Mais cette lecture triomphaliste masque des vulnérabilités concrètes. L'accord de défense stratégique mutuel de septembre 2025 avec le Pakistan s'est avéré largement symbolique, Islamabad n'ayant offert aucun soutien militaire tangible quand les infrastructures civiles saoudiennes ont été ciblées. Même les gouvernements comme l'Arabie saoudite qui avaient affiché leur neutralité se sont retrouvés dans le viseur des représailles iraniennes. Le parapluie américain reste indispensable — ce sont d'ailleurs des systèmes Patriot opérés par la Grèce qui ont intercepté deux missiles balistiques iraniens ciblant des raffineries saoudiennes.

Le vrai danger est celui que la plupart des analyses négligent : un Iran affaibli mais pas vaincu, avec les Houthis toujours actifs. Les Houthis ont fait

100%

sécurité énergétique revient au centre de la planification de défense saoudienne : systèmes antimissile, durcissement des infrastructures et coopération en matière de renseignement vont voir leurs investissements accélérer.

L'autonomie stratégique progresse sur le papier mais reste conditionnée à la protection américaine, à la stabilisation de l'Iran et à la neutralisation des proxys. Le Royaume gagne en marge de manœuvre régionale ; il n'a pas acquis d'indépendance stratégique véritable.

---

À lire aussi

## **Guerre au Moyen-Orient : cette flambée des prix de l'énergie que la France va subir alors qu'elle aurait parfaitement pu être maîtrisée**

Jean-Pierre Favennec et Philippe Charlez

### **Cette situation peut-elle accélérer ou freiner les ambitions de diversification économique saoudienne ?**

Les deux simultanément, et c'est là tout le dilemme saoudien.

L'accélération est financière : les revenus supplémentaires offrent un matelas inattendu. L'usine d'hydrogène vert NEOM est achevée à 80 % et vise une mise en service au troisième trimestre 2026 – c'est le projet le plus avancé et le plus viable du portefeuille NEOM. L'Arabie saoudite a indiqué en 2026 qu'elle reconverterait une partie de NEOM en hub de centres de données pour l'intelligence artificielle – un pivot pragmatique vers un secteur à demande structurellement croissante.

Le frein est triple. D'abord, des contrats majeurs de construction à NEOM ont été annulés, y compris des **travaux** de tunnels essentiels à The Line. The Line est passée d'une ville linéaire de 170 km à un segment de démonstration d'environ 2 km. Le PIF a réduit ses engagements de construction active d'environ 71 milliards à 30 milliards de dollars, réallouant le capital vers la FIFA 2034 et l'Expo 2030.

Ensuite, l'instabilité régionale nuit à l'attractivité touristique et aux investissements étrangers. La Formule 1 a annulé les Grands **Prix** d'Arabie

---

100%

des Jeux asiatiques d'hiver 2029. Ce sont des signaux concrets que la marque « Arabie saoudite destination mondiale » souffre du conflit.

Enfin, il y a l'effet classique de la « malédiction des ressources » : quand les revenus pétroliers sont élevés, l'urgence à réformer diminue. L'histoire saoudienne montre que les périodes de pétrole cher ont systématiquement ralenti les réformes structurelles.

Le secteur non pétrolier représente désormais plus de 55 % du PIB réel, contre 45 % en 2016. C'est un **progrès** réel. Mais la part des activités non pétrolières dépendant des flux pétroliers est encore d'environ 70 % — autrement dit, une grande partie de l'économie « diversifiée » reste alimentée par la rente pétrolière sous d'autres formes.

### **Les revenus pétroliers actuels sont-ils suffisants pour soutenir ses grands projets ?**

Non, malgré les apparences.

À 111 \$ le baril, les revenus pétroliers dépassent les prévisions budgétaires 2026. Le budget 2026 prévoyait des recettes totales de 1 147 milliards de riyals (306 milliards \$) avec un déficit de 165 milliards de riyals (3,3 % du **PIB**). Avec les prix actuels, ce déficit devrait se résorber voire se transformer en léger excédent sur le budget de base.

Mais les ambitions saoudiennes dépassent largement le budget de base. Les coûts estimés de NEOM dépassent 8 800 milliards de dollars — plus de 25 fois le budget annuel saoudien. Même ramenée à des proportions plus réalistes après les recalibrages, la facture globale de Vision 2030 (NEOM, Expo 2030, stades FIFA 2034, Red Sea Project, Qiddiya, AlUla, hydrogène vert) reste colossale.

La dette est devenue le complément indispensable du pétrole. Selon le FMI, le ratio dette/PIB devrait atteindre environ 42 % d'ici 2030. Aramco a réduit ses dividendes de 30 % pour 2025, à environ 85 milliards de dollars, réduisant directement les revenus du gouvernement et du PIF. Les revenus pétroliers ont représenté 63 % des recettes fiscales totales sur les trois dernières années, contre 88 % en 2014 — la diversification des recettes progresse, mais elle ne compense pas l'explosion des dépenses.

L'Arabie saoudite aborde ce défi depuis une position de force relative : les

---

100%

l'EIA américaine prévoit que le Brent retombera sous les 80 \$ au troisième trimestre 2026 et autour de 70 \$ en fin d'année. Si ce scénario se réalise, la fenêtre de revenus exceptionnels se fermera en quelques mois, et le Royaume reviendra à sa situation structurelle : un déficit chronique financé par l'endettement.

Le résumé en une phrase : le pétrole à 111 \$ permet de survivre confortablement ; il ne permet pas de se transformer au rythme annoncé. L'Arabie saoudite l'a d'ailleurs compris — d'où le recalibrage pragmatique de NEOM, la priorisation des événements internationaux à échéance fixe (Expo, FIFA), et le pivot vers l'IA et l'hydrogène vert plutôt que les cités futuristes

## MOTS-CLES

Guerre en Iran , Moyen-Orient , énergie , pétrole , baril , hausse des prix , Arabie Saoudite

## THEMATIQUES

Géopolitique

## A PROPOS DES AUTEURS



Michel Fayad

Michel Fayad est un professionnel de l'énergie et de la finance; professeur de géopolitique à l'IFP EN; chercheur en diplomatie, administration publique et politique et ancien conseiller du ministre de l'économie et du commerce

SUIVRE

## POPULAIRES

24 Heures 7 Jours

PLUS LUS

PLUS PARTAGES

- 1 Réforme universitaire en Chine : des doctorants sont dispensés d'écrire leur thèse s'ils développent un produit, une technologie ou une solution industrielle concrète**

100%